

MANIFESTE DE LA
FEDERATION DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES
COLLEGIALES DU QUEBEC

un mouvement jeune,

représentatif,

et actif dans son milieu

ADOPTE A LA COMMISSION NATIONALE
DES ETUDIANTS ET ETUDIANTES
DE STE-FOY

29 OCTOBRE 1983

HISTORIQUE

De tous les temps, l'être humain, par besoin de solidarité, a senti le besoin de se réunir avec ses semblables. L'étudiant(e), être humain et partie intégrante de la société n'a pas échappé à cette loi. Peu importe le motif qui pousse les jeunes à se réunir, cet intense sentiment de solidarité n'a jamais manqué, sinon d'unifier, tout au moins de raffermir le discours et les interventions des bénéficiaires de l'éducation.

Loin de nous, mais quand même semblables par leurs statuts, il y a eu les étudiants(es) des écoles classiques, non mixtes, chez qui les problèmes de moralité étaient en évidence. Leur association se faisait sous le sceau de la religion et le cha-pelet était plus important que l'ordre du jour.

Les revendications de ces associations sont un acquis pour nous aujourd'hui. Grâce à eux, nous bénéficions d'écoles mixtes, autant de femmes que d'hommes peuvent bénéficier d'un choix de carrières leur convenant.

Puis arriva les Cégeps en 1967. A ce moment, la génération d'avant nous, en l'occurrence les étudiants(es) du temps, avait de grands espoirs parce qu'ils considéraient les Cégeps comme un milieu de vie répondant à leurs convictions envers une société meilleure. L'U.G.E.Q. est née. Profondément épris de liberté, les leaders de l'époque ont tenté de bâtir un nouveau genre d'école où tous (toutes) les intervenants(es), indépendamment de leur appartenance, auraient leurs mots à dire. Malgré leur bonne volonté, les leaders de l'époque ont échoués. Les professeurs et les administrateurs, derniers résidus de l'école classique, n'ont absolument rien compris à une école participative, trop empreints qu'ils étaient de la discipline

militarisée qu'ils auraient reçue et qu'ils espéraient dispenser. Suite aux dialogues de sourds entrepris avec les autres intervenants(es) de leur nouveau type d'école, les leaders de l'U.G.E.Q. se sont vite rendus compte que les dirigeants(es) de l'éducation ne les considéraient que comme des enfants incapables de raisonner intelligemment. L'attaque de front ne servait plus à rien. Le slogan "Dialoguer c'est se faire fourrer" était né.

A partir de ce moment, et de ce slogan, il apparaissait aberrant de se réunir en association soit locale, soit nationale, puisque le moral des troupes étudiantes était à la défensive vu les piètres résultats obtenus par leur offensive à la recherche d'une école meilleure. Donc, en étant sur des positions de défense, il était évident qu'il était plus facile d'attaquer un (1) ennemi, soit l'A.G.E., que trois milles (3,000) ennemis, soit tous (toutes) les étudiants(es). L'U.G.E.Q. céda presque instantanément et les associations locales firent de même.

De 1969 à 1974, ce fut ce que l'on peut appeler "la grande noirceur du mouvement étudiant". Les grandes préoccupations pédagogiques étaient mises de côté et l'on tentait tant bien que mal de colmater les brèches du rapport Parent. C'est à ce moment, où les étudiants(es) étaient quasiment absents(es) des tribunes décisionnelles, que l'on vota à tour de bras des motions visant à adapter l'étudiant(e) au système scolaire et non pas le contraire, ce qui aurait été trop coûteux pour les administrations locales. C'est aussi en ce temps de mutisme étudiant que l'on décida pour eux des règles d'attribution des Prêts & Bourses.

En 1975, les étudiants(es), profondément déçus(es) de ce qui promettait être une école remplie de promesses, mais qui est devenue une école empreinte d'individualisme, on décida de

tenter le coup à nouveau et de se rassembler sous la même bannière, l'A.N.E.Q.

L'A.N.E.Q. allait se retrouver avec de multiples problèmes sur les bras: l'impertinence des programmes scolaires ainsi que du système des Prêts & Bourses, ainsi que d'énormes classeurs pleins de problèmes accumulés depuis six (6) ans de mutisme de la part des étudiants(es).

L'A.N.E.Q., face à ces nombreux problèmes, fut assaillie de toutes parts par ses membres: on devait agir sans tarder. Dès lors, l'A.N.E.Q. fut réduite, par le manque de temps, à accomplir manifestations par-dessus manifestations. Les membres de l'A.N.E.Q., enflammés par la tendance que leur mouvement national avait pour les manifestations, ne se préoccupaient guère de savoir si leurs revendications étaient appuyées de solutions cohérentes et applicables. Nous devons ici comprendre qu'après six (6) ans de silence, il était difficile de s'empêcher de crier. Malheureusement, pour l'A.N.E.Q., quand ils eurent terminés de crier et que les paliers décisionnels se décidèrent à les écouter, ses membres n'eurent aucune solution concrète à leur proposer. Des lois ont pu voir se dessiner l'idéologie toujours présente de l'A.N.E.Q., une idéologie amorphe qui vise à dénoncer pour dénoncer au lieu de dénoncer pour reconstruire. L'année 78, fut pour l'A.N.E.Q. le début de sa périlclitation. La guerre des Prêts & Bourses fut pour beaucoup de membres la confirmation de leurs soupçons. Pendant cette guerre, l'on cria beaucoup, l'on revendiqua énormément, on apporta peu et on perdit beaucoup. Après ce, beaucoup de membres démissionnèrent et commencèrent à penser que pour se faire entendre il faut avoir quelque chose de concret à apporter à la discussion.

C'est à partir de ce moment qu'un groupe d'association

étudiante au niveau universitaire, se désaffilia de l'A.N.E.Q. pour former le regroupement des associations étudiantes universitaires.

L'A.N.E.Q. continua d'exister en parallèle avec de nombreuses réunions où les associations dissidentes votaient mille et une propositions visant à unifier le mouvement étudiant. Cette situation évolua ainsi de 78 à 80 puis quelques-uns se rendirent compte que les procès-verbaux des associations unitaires ne servaient nullement à faire avancer leurs revendications. Les instances décisionnelles, lassées de n'avoir aucune solutions palpables de la part des étudiants(es), n'écoutaient désormais plus rien et avaient recommencer à voter des résolutions où la voix étudiante était encore une fois absente.

Des nombreuses réunions unitaires, un mouvement national non-officiel ressortit. Il s'agissait de la Ligne Blanche. Ce mouvement devait décider entre trois orientations:

1. S'infiltrer au sein de l'A.N.E.Q. afin de changer son idéologie
2. Détruire complètement l'A.N.E.Q.
3. Former un mouvement parallèle à l'A.N.E.Q.

Finalement, ce qui arriva fut totalement différent de ces trois oppositions. La Ligne Blanche, accusée de choisir les associations qu'elle invitait, envoya une invitation à toutes les associations existantes au Québec. Cette réunion fut un échec total et la Ligne Blanche fut détruite.

L'apolitisme de la Ligne Blanche fut une des raisons de son échec. La Ligne Blanche visait à rebâtir une école nouvelle, agrémentée d'un système pédagogique adapté à l'étudiant(e) un peu comme l'U.G.E.Q. le prônait. La Ligne Blanche laissa de côté toutes les attitudes politiques qu'animait l'A.N.E.Q. et c'est ce qui causa sa perte. Dans les derniers procès-verbaux

de la Ligne Blanche, on peut voir poindre le M.R.A. qui était tout simplement une table de discussion où aucune position ne devait être prise. La Ligne Blanche entraîna le M.R.A. dans sa chute.

La Ligne Blanche mourut, mais son idéologie resta imprimée dans la tête de plusieurs associations dissidentes à l'A.N.E.Q.. Mais qu'est-ce qui fait donc la dissidence de ces associations? L'A.N.E.Q., de plus en plus absente du débat scolaire, se serait dirigée dans des préoccupations connues comme la question femme, le syndicalisme et les conflits politiques dans des pays comme le Salvador tout en s'éloignant des principales préoccupations des étudiants(es) en ce qui concerne les paliers les touchant vraiment, soit le discours pédagogique, la présence de l'étudiant (e) sur les structures et tous les paliers concernant son milieu d'étude.

Après la tentative de la Ligne Blanche, certaines associations désabusées de cette situation se réunirent. Le groupe "comité de liaison" était en réaction à l'A.N.E.Q., il désirait voir l'A.N.E.Q. se détruire, et ce, par le biais d'un colloque appelé "Colloque A.N.E.Q.-R.A.E.U.". Ce colloque fut une des plus grandes "scènes de boss" que le mouvement étudiant ne s'était jamais permis. On y retrouvait trois (3) clans bien distincts, c'est à dire; le comité de liaison, l'A.N.E.Q. et le R.A.E.U.. Quand tout le monde fut bien amoché, le comité de liaison n'était plus lié.

Une période de latence et de recherche de besoins s'installa au cours de laquelle plusieurs associations s'introvertirent pour analyser la pertinence d'un mouvement national. On assista, lors d'une rencontre informelle de niveau collégial et universitaire à Trois-Rivières, à l'émergence d'une nouvelle orientation nationale. Deux lignes de pensée distinctes étaient présentes lors de cette réunion. L'une tenait au regroupement de

tous les niveaux de l'éducation, tandis que l'autre insistait l'autonomie de ces niveaux puisque les aspirations et leurs modes de fonctionnement étaient différents. De la deuxième ligne de pensée, naquit la F.A.E.C.Q. (Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec.).

Pourquoi seulement les associations de niveau collégial? Parce que chaque niveau scolaire possède un processus d'éducation différent et les solutions apportées ne peuvent convenir simultanément à tous les paliers de l'éducation. C'est ainsi que quelques associations locales, appuyées d'une thématique fondée sur les problèmes de vie et d'études des étudiants(es) collégiaux(ales), se réunissaient au Cégep de Ste-Foy les 5, 6 et 7 novembre 1982 et décidaient de former la F.A.E.C.Q..

Les orientations fondamentales de formation qu'elle se donna consistaient:

1. En la concertation des associations étudiantes collégiales locales
2. A aider les A.G.E. à s'organiser, s'orienter et à se définir une voix afin d'en arriver à une meilleure participation ainsi qu'une meilleure compréhension du vécu pédagogique et institutionnel de l'étudiant(e)
3. A évincer du mouvement toute question politique ne touchant pas l'étudiant(e)
4. A ne réserver, lors des assemblées du mouvement, qu'un vote par institution
5. Que les questions débattues par le mouvement ne comprennent pas d'individualisation de cas
6. Finalement, que les pouvoirs ne soient pas entre les mains de l'exécutif, mais entre celles des institutions membres.

ORIENTATIONS GLOBALES

Face aux buts de la F.A.E.C.Q., les orientations globales s'axent surtout sur le respect des opinions et des décisions de la base. En d'autres mots, la base se voit attribuer tous les pouvoirs et les décisions, puisque c'est elle qui forme le mouvement. Cette notion implique essentiellement la défense et la promotion de l'étudiant(e) en tant que personne artisan de sa propre formation, autant pédagogique que sociale. Dans la pratique, le respect de la base s'illustre par le mode de fonctionnement des structures que s'est donnée la Fédération. Celui-ci procède de la façon suivante:

1. Chaque point touchant globalement les étudiants(es) doit être discuté par la plus haute instance de l'association locale, selon sa propre charte(dans la plupart des cas, il s'agit de l'assemblée générale des étudiants(es)).

2. Seuls des points majoritairement vécus par les institutions membres sont débattus lors de la C.N.E. (Commission Nationale des Etudiants(es)), structure qui représente le Conseil d'administration de la F.A.E.C.Q.

3. Chaque institution membre, au sein de la C.N.E., est décisionnelle, c'est-à-dire qu'elle peut conserver l'exclusivité de ses opinions à l'intérieur de la Fédération.

Conjointement, au respect de la base, le discours véhiculé par la F.A.E.C.Q. s'oriente vers la concertation et la discussion afin de porter un jugement objectif et, par la suite, amener des alternatives concrètes aux problèmes cernés. Pour ce faire, il va sans dire que nous favorisons les bonnes relations avec toutes les instances de l'éducation tels que les corps syndicaux, professoraux, administratifs, etc. La base de la discussion se fait surtout au niveau départemental de chaque institution.

ORIENTATIONS SPECIFIQUES

En parallèle avec les orientations globales, les dossiers spécifiques sur lesquels nous nous attardons se situent sur différents paliers, touchant de très près l'étudiant(e) et les intervenants(es) de l'éducation. Ainsi, au niveau pédagogique, plusieurs actions sont et seront entreprises par rapport à la pédagogie vécue par l'étudiant(e) face à lui-même, à sa concentration, à son collège et au monde extérieur.

Au niveau de la vie étudiante, autre qu'académique, notre action porte tant sur la vie à l'intérieur du collège qu'à l'extérieur de celui-ci. En mentionnant la vie étudiante à l'intérieur du collège, nous entendons la valorisation de l'étudiant(e) par son implication aux structures, par sa participation au sein d'organismes étudiants, par la promotion et la réalisation de projets étudiants ainsi que par son implication, sous toutes ses formes, dans son environnement. D'autre part, notre intervention face à la vie étudiante à l'extérieur du collège vise à promouvoir l'aide aux différents organismes communautaires par le biais de stages ainsi que l'implication de l'étudiant(e) dans la société.

En ce qui a trait aux conditions de vie étudiantes (plus spécifiquement à la condition financière, sanitaire, de logements, etc.), le constat de la situation actuelle est généralement peu reluisant. Face à cette situation, la F.A.E.C.Q. tente d'amener des alternatives concrètement réalisables (telles que l'habitation coopérative, le transport coopératif etc.). Ces alternatives devront être gérées à l'extérieur des cadres des A.G.E. et majoritairement promues par des étudiants(es). Cette solution au problème de conditions de vie étudiante pourra, comme toute autre solution, être instaurée si le besoin s'en fait sentir par les étudiants(es).

Les orientations de la F.A.E.C.Q. ne se restreignent pas seulement à celles énoncées plus haut, mais à l'éventail des situations vécues par l'étudiant(e) dans son milieu (interne et externe). De plus, il est entendu que plusieurs dossiers, autres que ceux acheminés, s'accumulent au fil des années. Nous ne désirons nullement restreindre notre champ d'action, mais plutôt canaliser nos énergies sur ce qui nous semble le plus important: les problèmes vécus quotidiennement par l'étudiant(e).

PERSPECTIVES

Afin de respecter les orientations qu'elle s'est données, la Fédération se penche surtout, par le biais de recherche d'initiatives, aux situations suivantes:

1- reconnaissance des A.G.E.

Prônée depuis les années 1969, la reconnaissance des associations étudiantes, par le biais de l'accréditation, s'avéra un besoin immédiat. Conséquemment, le ministre de l'Education, monsieur Camille Laurin, leva l'obligation pour les administrations de percevoir la cotisation à la source. Sans la promotion de cette alternative (la Loi 32), plusieurs associations étudiantes seraient maintenant déchuës. Les A.G.E. qui se sont prévaluës de ce droit possèdent aujourd'hui une plus grande autonomie face à leurs administrations locales et au gouvernement. Elles seront à même de mieux acheminer ainsi que de canaliser leurs énergies sur les points qui les touchent directement, puisqu'elles n'ont plus à se battre pour leur survie. La Fédération s'est engagée directement dans le dossier de la Loi 32 lors de son élaboration et de son suivi.

2- attribution de crédit pour étudiant(e)

Tous (toutes) les intervenants(es) de l'Education s'entendent à reconnaître la valeur de l'implication étudiante pour la société en général. C'est de plus une des façons concrètes pour pouvoir mettre en pratique la théorie qu'assimile l'étudiant(e) au cours de son cheminement scolaire. Cependant, structurellement parlant, cette implication se révèle souvent dévalorisée par le système, d'où là démotivation que ressent l'étudiant(e) à participer directement dans son milieu. Cette motivation que nous atteindrons par le biais de l'attribution de crédit sera des plus favorables pour la participation des

étudiants(es) et accentuera la qualité de vie dans l'établissement d'enseignement. Cette orientation a pour but de faire participer le plus d'étudiants(es) possible et de les conscientiser au plus haut degré que la communauté a besoin d'eux. "Les étudiants(es) sont des citoyens à part entière".

3-la participation de l'étudiant(e) aux structures

L'étudiant(e) de niveau collégial est généralement à même de se prendre en main, en ce sens, il a la potentialité de se développer par lui-même et il (elle) mérite qu'on lui fasse confiance, il (elle) est l'agent principal(e) de sa formation, il (elle) possède le contrôle de son savoir et il (elle) a la capacité de percevoir les besoins de sa vie en tant que collégien(ne). C'est d'ailleurs ce qui nous motive à croire et à promouvoir le fait que l'étudiant(e) se doit d'obtenir la place qui lui revient dans les structures administratives et pédagogiques de son institution. Le Collège, par le fait même, détient la responsabilité de contribuer à rendre l'individu plus conscient de ses potentialités au niveau de son implication et de son autonomie dans la société.

Globalement, notre action se concentre à promouvoir spécifiquement de meilleures conditions de vie et d'étude pour l'étudiant(e).

Il nous semble effectivement plus important d'axer notre travail sur l'étudiant(e) puisque c'est lui qui formera, dans quelques années, la société.

CONCLUSION

La F.A.E.C.Q. représente un mouvement d'action. Cependant, son action est concentrée et orientée vers des solutions concrètes. L'importance des discussions et des négociations révèle ici son caractère impératif puisque le refus systématique ne s'avère jamais, et en aucun cas, une solution valable. Les théories du "diviser pour régner" et du "détruire pour reconstruire" vont à l'encontre de notre ligne de pensée. C'est pourquoi, nous n'aspirons pas essentiellement au pouvoir numérique, mais au pouvoir représentatif. L'affiliation se fait pour et à travers l'orientation de la F.A.E.C.Q., ce qui génère l'intérêt des membres à se rapprocher, à se concerter et à avancer des solutions théoriquement et pratiquement fonctionnelles axées sur l'amélioration de la qualité de vie à tous les niveaux.

Le caractère dominant de la F.A.E.C.Q. s'affirme par l'évolution et non la révolution. La F.A.E.C.Q. vise au mieux-être de l'étudiant(e), à la promotion et à la défense de ses droits.

D'ailleurs, à travers les alternatives que nous apportons, et que nous continuerons d'amener, nous le prouverons! La vision que la société se fait de l'étudiant(e) est appelée à changer; elle sera maintenant en présence d'un individu responsable, possédant la potentialité d'affirmer son autonomie et aspirant au mieux être de la société, qui évolue avec lui.

ONT COLLABORE A LA REDACTION DE CE
MANIFESTE:

Gallant Charles
Lévesque Christine
Malenfant Marie-Claude
Roy Suzanne
Tanguay Sylvain
Vézina Christian